

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 2

Artikel: L'Inde, un acteur important. Partie 3
Autor: Lamballe, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346845>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



INS *Viraat* lors de l'exercice international
MALABAR 07

L'Inde, un acteur important (3)

Général Alain Lamballe

Cet article est paru sous le titre « L'Inde, un acteur international majeur », dans le numéro de janvier 2006 de *Défense nationale et sécurité collective*. Il paraît dans une forme actualisée dans la *RMS*, avec l'aimable autorisation de l'amiral Girard, rédacteur en chef.

L'Inde constitue un élément essentiel dans la politique américaine d'encercllement ou tout au moins de neutralisation de la Chine sur son flanc sud, politique qui connaît de sérieux déboires par ailleurs, en Asie centrale ex-soviétique et même en Afghanistan. A défaut d'être un véritable allié, l'Inde peut à long terme servir les intérêts américains. Son expertise dans les opérations de maintien de la paix, dans l'assistance humanitaire et la reconstruction de pays dévastés par des catastrophes ou des conflits ainsi que sa capacité à surveiller des zones maritimes intéressent Washington. Des navires de guerre indiens accompagnent déjà des bâtiments de la marine marchande américaine vers le détroit de Malacca, infecté de pirates. De telles tâches, accomplies par l'Inde, déchargent l'Amérique et lui permettent de remplir des missions plus importantes, demandant davantage de moyens, en Asie et ailleurs. Autrement dit, l'Inde pourrait assumer des opérations sécuritaires de basse intensité et les Etats-Unis se réservent les actions de plus grande envergure. Ainsi, l'Inde aurait le sentiment, tout à fait justifié, de ne pas faire partie d'une alliance militaire et de préserver son autonomie de décision, tout en apportant un concours appréciable à l'Amérique.

Pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques, les Etats-Unis ont créé un partenariat stratégique avec l'Inde qu'ils ne regardent plus avec condescendance. L'Inde devient un acteur économique majeur. Le marché mondial du pétrole devra tenir de ses besoins grandissants pour alimenter une industrie en plein essor. Les Etats-Unis ont proposé dans l'accord du 18 juillet 2005 une aide dans le domaine nucléaire civil sous réserve d'une séparation claire et nette des programmes civil et militaire et d'un engagement de non-prolifération. L'Inde a, jusqu'à présent, fait figure de modèle d'Etat non-proliférant, à l'opposé du Pakistan voisin. Malgré les contraintes imposées, les Indiens seront gagnants car ils auront accès à des technologies nucléaires de pointe.

En définitive, les mêmes avantages sont offerts à l'Inde qu'aux Etats signataires du Traité de Non-Prolifération. Les Américains envisagent, dans le cadre de l'accord de défense valable 10 ans signé le 27 juin 2005, la vente d'armements modernes, incluant des appareils F 16 et F 18 qui auront des concurrents européens, notamment français. Ils proposent aussi une collaboration dans le domaine de la défense anti-missiles. De plus, un accord de coopération spatiale a été signé.

Les Indiens ne sont pas dupes de certains spectaculaires, de l'abandon de toutes les sanctions imposées après les essais nucléaires de mai 1998. En fin diplomates, en négociateurs habiles et intrinsèquement, ils en tireront tous les avantages possibles, sans renier leurs convictions et en faisant le minimum de concessions, en sauvegardant en particulier leur approvisionnement énergétique et leur programme nucléaire militaire et en poursuivant une politique de rapprochement avec la Chine et la Russie, y compris avec ce dernier pays dans les domaines nucléaire et spatial (système de navigation satellitaire *Glonass* à usage civil et militaire). Ils n'accepteront pas un durcissement des conditions que pourraient exiger les législateurs américains. Certains opposants au gouvernement actuel estiment cependant qu'il sera impossible de faire la séparation entre programmes civils et militaires et que les Américains auront en fait un droit de regard sur les armes nucléaires. Ils jugent qu'à terme, avec les amendements imposés par Washington au texte initial, New Delhi perdra son indépendance de jugement et la possibilité de moderniser son arsenal. En votant contre l'Iran lors d'une consultation au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Inde a cédé aux pressions américaines, voulant à tout prix obtenir une aide pour moderniser ses centrales nucléaires et de manière générale son programme nucléaire civil. Ce faisant, elle a compliqué mais sans doute pas compromis la réalisation du gazoduc en provenance d'Iran et transitant par le Pakistan, dont elle a aussi grandement besoin. Par son

vote, l'Inde veut aussi montrer qu'après avoir rejoint le club des nations nucléaires déclarées, elle entend fermer la porte après elle, obligée d'admettre cependant que le Pakistan s'y est engouffré au tout dernier moment.

L'Inde a besoin des technologies américaines et européennes, jugées supérieures à celles de la Russie, en priorité dans les domaines nucléaire et spatial, considérés comme d'importance stratégique. La communauté internationale reconnaît l'intérêt d'une participation indienne au projet de réacteur expérimental thermonucléaire international (*International Thermonuclear Experimental Reactor - ITER*). De même, la collaboration indienne à la réalisation du système européen de navigation satellitaire Galileo est acquise. L'Inde recherche également la coopération des pays occidentaux pour moderniser ses infrastructures aéroportuaires, portuaires et ferroviaires.

De leur côté, les pays industrialisés et les sociétés multinationales prennent conscience de l'importance du marché indien dans les domaines civil et militaire qu'ils ne peuvent plus négliger. Les Etats-Unis estiment que les avantages consentis dans le domaine nucléaire favoriseront l'accroissement des contacts politiques, concrétisant ainsi le partenariat stratégique et qu'ils seront également profitables à leurs firmes dans tous les secteurs de l'activité économique et même pour la vente de systèmes d'armes. L'expression des demandes d'équipements les plus divers suscite la plus vive attention en Europe comme en Amérique et les Indiens sauront jouer de la rivalité grandissante entre les deux continents. Sur le marché aéronautique en pleine expansion, le duel que se livrent Boeing et Airbus pour fournir les compagnies aériennes indiennes nationales et privées en constitue une illustration. Boeing a engrangé une commande de 68 avions commerciaux. Airbus envisage d'investir pour plus d'un milliard de dollars en Inde dans les dix prochaines années (2007-2016) dans la réalisation d'un centre d'entraînement pour les pilotes d'avions A 320 de l'ensemble de l'Asie, d'un centre de recherche et d'un centre d'entretien et de réparation. Une délocalisation en Inde plutôt qu'en Chine de certaines activités industrielles, en complément de celles qui existent déjà dans le domaine des services, peut paraître préférable à la Maison Blanche comme aux capitales européennes. C'est, peut-être, pour les gouvernements occidentaux un moindre mal. General Motors et Motorola envisagent de construire des usines dans les parties occidentale et méridionale de l'Inde. Posco, un fabricant d'acier sud-coréen et Mittal Steel, le conglomérat basé aux Pays-Bas, ont des plans pour ériger des usines géantes sur la côte orientale. La compagnie américaine de grande distribution Wal-Mart a conclu en novembre 2006 un accord avec la société indienne Bharti Enterprises pour installer des magasins. L'Allemagne investit très fortement dans de nombreux domaines, y compris dans le secteur automobile. Les compagnies françaises Lafarge, Saint-Gobain, Alstom et d'autres sont présentes en Inde depuis longtemps. Depuis 2006, Renault coopère avec une firme indienne.

Cependant, les investissements directs étrangers en Inde

restent plus de dix fois inférieurs à ceux allant en Chine, qui possède pourtant un système bancaire beaucoup moins performant. L'imposition de pourcentages maxima aux investisseurs non nationaux, en augmentation mais jugés encore trop faibles, décourage l'arrivée de fonds. Les compagnies étrangères ne peuvent pas posséder plus de 74 % des capitaux dans le secteur des télécommunications, 51 % dans la distribution de produits alimentaires et de consommation courante et 49 % dans celui de l'aviation. Elles regrettent que le gouvernement se montre incapable d'autoriser l'ouverture totale à 100 % de capitaux étrangers pour la construction d'aéroports et dans le domaine de l'énergie, du fait de son manque de fermeté à l'égard de ses alliés communistes au sein de la coalition au pouvoir à New Delhi.

Des centres de recherche de grandes compagnies occidentales s'installent en Inde où existe la matière grise. La délocalisation ne porte plus que sur les emplois de base. Les emplois hautement qualifiés sont désormais concernés.

MALABAR 07



Des hommes d'affaires indiens du secteur privé investissent aux Etats-Unis, en Australie et en Europe, pas seulement dans les technologies de l'information où ils excellent mais aussi dans les secteurs les plus divers. Dans le domaine de l'énergie, l'Inde participe aux explorations de pétrole et de gaz dans les îles russes Sakhaline et s'apprête à coopérer avec la Turquie pour des prospections dans les pays tiers, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique.

Par ailleurs, les industriels indiens rachètent des firmes occidentales et veulent s'étendre dans le monde, tout particulièrement en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine. Le rachat en juillet 2006 d'Arcelor par Mittal Steel, dirigé par un Indien, a été considéré comme une éclatante victoire, même si Mittal n'est pas installé en Inde mais aux Pays-Bas. En octobre 2006, Tata Steel Limited, l'une des nombreuses sociétés du conglomérat Tata, déclarait vouloir acquérir la société anglo-néerlandaise Corus, basée à Londres, après avoir racheté le Singapourien Natsteel Asia et 40 % du Thaï Millenium Steel. L'acquisition a été faite en janvier 2007. Elle devient ainsi la cinquième firme mondiale dans le secteur de l'acier. En 2004, Tata Motors s'est emparé de la firme coréenne Daewoo Truck. Avec l'acquisition en 2005 de la plus grande compagnie chilienne de services informatiques, Tata Consultancy Services a consolidé ses positions en Amérique latine où il est présent dans quatorze pays.

Le groupe Tata s'intéresse aussi à l'hôtellerie. Par l'intermédiaire de l'Indian Hotels Company Ltd (IHCL), il possède l'Hôtel Pierre à New York et se porte acquéreur

du Ritz-Carlton à Boston, en Nouvelle-Angleterre, à compter de la mi-janvier 2007. La chaîne possède 75 hôtels à travers le monde. Quatre projets luxueux vont voir le jour, trois en 2008 à Doha (Qatar), à Dubai (Emirats Arabes Unis) et à Cape Town (Afrique du Sud) et un en 2009 à Phuket (Thaïlande).

En mars 2006, Dr Reddy's Laboratories, l'un des fleurons de l'industrie pharmaceutique indienne pour les médicaments génériques, a acquis la plus grande firme allemande productrice de génériques, Betapharma. Suzlon, le constructeur indien d'éoliennes, a acheté en mai 2006 la société belge Hansen. Dans un domaine plus inattendu, United Breweries de Bangalore, célèbre pour sa bière Kingfisher, a racheté un producteur de vin de la Loire, Bouvet-Ladubay après avoir échoué dans sa tentative de rachat du Champagne Taittinger. Tata Tea s'est approprié le groupe anglais Tetley et acquis le tiers de la société sud-africaine Joekels et de la compagnie américaine Energy Brands.

Parfois, des sociétés indiennes s'associent à des établissements américains pour acquérir des firmes étrangères. Ainsi, en septembre 2006, Videocon s'est associé au fonds américain Ripplewood pour prendre possession de la compagnie sud-coréenne Daewoo Electronics.

Par ses initiatives multiples résultant d'un dynamisme conquérant, l'Inde est devenue un acteur majeur du capitalisme mondial. L'emprise de ses sociétés privées est en général mieux acceptée que celle de la Chine dont les entreprises appartiennent souvent à l'Etat ou se trouvent

Un navire indien escorté par une frégate et un destroyer américain.



sous son contrôle.

La diaspora indienne, nettement moins nombreuse que la chinoise mais tout de même évaluée à plus de 25 millions de personnes, donne à New-Delhi une ouverture sur le monde, tout particulièrement vers le Moyen-Orient, l'Europe et les Etats-Unis mais aussi autour de l'Océan Indien et dans l'Océan Pacifique. Elle contribue à développer les relations commerciales et effectue des versements d'argent significatifs vers le pays d'origine. Ainsi les 6 millions d'Indiens du Golfe arabo-persique ont rapatrié 20 milliards de dollars en Inde en 2006. Un ministère a été spécialement créé pour les Indiens résidant à l'étranger dont l'importance est désormais reconnue par New Delhi.

Des cadres indiens travaillent dans de nombreuses sociétés américaines et européennes. Certains en prennent même les commandes, comme cela a été le cas en 2006 pour PepsiCo aux Etats-Unis. C'est un Américain d'origine indienne qui est le co-fondateur de Hotmail (à traduire web-based email system). Une Indienne de naissance, émigrée aux Etats-Unis, est la vice-présidente et la directrice mondiale de la recherche du groupe américain Motorola, dirigeant ainsi 26.000 ingénieurs et chercheurs répartis dans le monde. Le directeur de la recherche chez Yahoo est aussi d'origine indienne. Beaucoup de dirigeants des sociétés de haute technologie de la Silicon valley sont des Indiens. Les Indiens sont présents au sein de l'Agence Spatiale Européenne. En Europe, le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale mais aussi l'Allemagne et à moins titre la France possèdent de fortes communautés indiennes, souvent d'excellente valeur. Au Royaume-Uni, c'est un ingénieur originaire du Madhya Pradesh, une province du centre de l'Inde, qui dirige la société Vodafone.

Les expatriés jouent un grand rôle dans la défense des intérêts indiens. Certains rapatrient des fonds et investissent dans leur pays d'origine. Les Indiens vivant aux Etats-Unis constituent de puissants groupes de pression qui favorisent les échanges commerciaux. Ils donnent une excellente image de leur pays d'origine. Des ingénieurs et étudiants occidentaux trouvent désormais un intérêt à venir travailler ou étudier en Inde. Réciproquement, les étudiants indiens sont très demandés par certaines universités occidentales, dans toutes les disciplines y compris scientifiques et médicales, surtout aux Etats-Unis (où ils sont 80.000 soit plus que les Chinois). Profitant de bourses de l'Union européenne, les étudiants indiens sont également nombreux en Europe, notamment au Royaume-Uni (10.000), en Allemagne (5.000) et en France (1.500). Plus de 10 % des étudiants de l'Institut Européen d'Administration des affaires (INSEAD), à Fontainebleau sont des Indiens. Certains s'installent dans les pays d'accueil, parfois pour promouvoir les échanges commerciaux. Goa constitue une fenêtre vers le monde lusophone, en Afrique (Angola, Mozambique) et surtout en Amérique (Brésil). En comparaison, Puducherry (nouveau nom de Pondichéry) joue un rôle insignifiant à l'égard du monde francophone. Pour compléter l'enseignement dispensé dans les

universités et instituts, les grandes firmes industrielles indiennes ont créé leurs propres centres de formation où peuvent aussi se retrouver des Indiens ayant effectué leurs études à l'étranger, c'est à dire essentiellement aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Ironie de l'histoire, certains expatriés reviennent dans leur pays d'origine à la faveur des délocalisations. Ainsi, des ingénieurs d'origine indienne travaillant dans la *Silicon valley* la quittent avec leurs entreprises.

Une force militaire significative

En complément de son rôle accru dans le domaine international politique et économique et de son affirmation comme puissance nucléaire, l'Inde se dote d'une panoplie complète de moyens de défense, selon ses disponibilités financières et technologiques. Consacrant environ 3 % de son Produit Intérieur Brut à sa défense, pourcentage fort raisonnable, elle dispose de forces armées parmi les plus puissantes du monde, par ses effectifs, le bon niveau

La marine indienne dispose de technologies et d'armements principalement russes.



de ses officiers, la bravoure de ses cadres subalternes et soldats mais aussi par la quantité et la qualité de ses équipements et armements.

L'industrie de défense repose sur un ensemble d'entreprises publiques et d'arsenaux fabriquant des matériels pour les trois armées. Certains programmes de fabrication se sont soldés par des échecs ou par des retards importants. Les principaux chantiers navals se trouvent à Mumbai et Kolkata. 35 navires de guerre sont actuellement en cours de construction. Bien que son industrie de défense se développe, en faisant notamment appel au secteur privé, l'Inde doit encore importer beaucoup de ses équipements et armements. La Russie reste un pays fournisseur important et accorde assez facilement des licences de fabrication pour certains systèmes d'armes, y compris des avions. Des fabrications communes se font comme dans le domaine de la haute technologie par exemple le missile de croisière supersonique Brahmos (appellation qui évoque le Brahmapoutre et la Moskova). Mais, comme dans le domaine civil, la technologie occidentale est vivement recherchée. Israël et les pays occidentaux accroissent leur part dans le marché de l'armement. Chose impensable il y a quelques années, les Américains ont vendu aux Indiens en 2006 un navire de guerre retiré du service et six hélicoptères militaires. Ils se positionnent pour vendre les 126 nouveaux chasseurs dont voudrait se douter l'armée de l'air.

L'armée de terre aligne plus de 1.200.000 hommes et des matériels et armements parfois relativement modernes mais parfois aussi obsolètes. La participation, par rotation, de nombreuses unités à des opérations contre des insurgés séparatistes au Cachemire, indépendantistes ou autonomistes dans les Etats du nord-est aguerrit les troupes mais les use également et les détourne de leur mission première. L'armée de terre souffre d'un

manque d'officiers, le déficit étant évalué à 11.000. Ce sous-encadrement explique peut-être le stress de certains militaires du rang affectés au Cachemire qui parfois conduit, au sein des casernements, à des bagarres violentes et à des suicides.

L'armée de l'air dispose de chasseurs performants comme les Mig 29 et Su 30, acquis auprès de la Russie et déployés sur de nombreuses bases dispersées à travers le pays. L'acquisition d'avions russes équipés de systèmes de détection AWACS israéliens constituera un multiplicateur de puissance.

La marine se renforce avec l'acquisition d'un porte-avions d'origine russe et de six sous-marins Scorpène de conception franco-espagnole. La construction d'une très grande base à Karwar, à 100 km au sud de Goa, dans l'Etat du Karnataka lui donnera des moyens d'action nouveaux. Dans les bases navales existantes, à Mumbai, Vishakapatnam et Cochin, la marine doit partager les installations avec des navires de commerce. Il n'en sera pas de même à Karwar qui formera un complexe exclusivement militaire, à vocation interarmées avec non seulement une base navale capable d'accueillir dans des conditions optimales de sécurité des navires de surface et des sous-marins mais aussi une base aérienne et diverses autres infrastructures. Ce sera en fait sans doute la plus grande base d'Asie du Sud, sans aucune commune mesure avec la base navale d'Ormara et le port de Gwadar, à double vocation civile et militaire, sur la côte de Makran, au Pakistan. Karwar devrait permettre à la marine indienne d'assurer la protection de la navigation maritime bien au large de ses côtes occidentales, en mer d'Arabie et de surveiller les navires chinois, qui pourraient multiplier leurs escales en Birmanie, au Bangladesh, au Sri Lanka et au Pakistan. La future base intéressera les Etats-Unis ainsi que la Russie (le porte-avions de la marine indienne,

Fregate indienne lors de l'exercice naval MALABAR 07



d'origine russe y sera basé) mais il est douteux que l'Inde leur accorde d'autres facilités que celles données lors d'escales de routine. Un changement pourrait cependant s'opérer en cas de présence trop grande dans l'Océan Indien de la flotte chinoise. L'infrastructure existera pour contrer une menace, éventuellement avec l'aide d'alliés de circonstance. Le jeu se ferait à quatre, Chine et Pakistan d'un côté, Inde et Etats-Unis de l'autre, la Russie adoptant une attitude neutre ou apportant son concours aux deux derniers pays. La marine indienne verra également ses infrastructures s'améliorer sur la côte orientale avec la construction envisagée de nouvelles bases navales près de Vishakapatnam et à 40 km au sud de Chennai. Elles s'ajouteront à la base interarmées de Port Blair dans l'archipel des Andamans et Nicobar qui contrôle l'accès au détroit de Malacca.

La composante nucléaire se développe surtout dans les armées de terre et de l'air et s'étendra à la marine. L'Inde, comme d'ailleurs le Pakistan, a décidé d'appliquer un moratoire sur les essais nucléaires mais le programme de missiles balistiques à longue portée se poursuit. Des missiles de croisière sont également testés. Des satellites civils d'observation peuvent avoir des applications militaires. Le premier satellite d'observation spécifiquement militaire a été lancé en août 2007. L'Inde est donc désormais une puissance spatiale militaire. Un système de défense anti-missiles commence à être mis au point.

L'Inde souffre d'une inadéquation de ses moyens de

commandement. Il existe un embryon d'état-major interarmées mais sans véritable pouvoir. Il n'y a pas de chef d'état-major des armées et les trois armées, terre, air et mer, semblent avoir du mal à coordonner leurs planifications et leurs entraînements. Une grande rigidité du commandement, peut-être un héritage des étroites relations entretenues dans le domaine de la défense avec l'Union Soviétique, nuit par ailleurs à l'efficacité opérationnelle en bridant quelque peu l'esprit d'initiative. Le commandement stratégique qui met en œuvre les armes nucléaires ne semble pas totalement opérationnel. C'est une situation préoccupante dans la mesure où les temps de réaction en cas d'échanges nucléaires par missiles entre l'Inde et le Pakistan sont extrêmement courts du fait des faibles distances.

Malgré quelques progrès, les militaires restent mal intégrés dans les structures décisionnelles gouvernementales, les fonctionnaires du puissant *Indian Administrative Service* désirant conserver leurs prérogatives, même si leurs compétences en matière de sécurité et de défense sont faibles¹. Les scientifiques de la défense paraissent davantage participer aux processus décisionnels qu'auparavant. Le Président de la République, un ancien ingénieur de l'armement, spécialiste des missiles, est issu de leur rang.

Pas plus qu'elle n'accepte de bases étrangères chez elle, l'Inde ne dispose de points d'appui à l'étranger. Elle

¹ Voir « Armée et politique en Inde », Alain Lamballe dans **Défense nationale**, Paris, mai 2000.

Le INS *Viraat* (centre) naviga de conserve avec deux portavions de la US Navy lors de l'exercice MALABAR 07



n'est pas connue pour le déploiement stratégique de ses forces armées, se contentant d'envoyer des contingents importants dans des opérations de maintien de la paix conduites à travers le monde par l'ONU, notamment et surtout en Afrique. Il existe dans ce domaine une certaine émulation avec le Pakistan et le Bangladesh, autres pourvoyeurs importants de casques bleus. Les membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai ont clairement fait entendre que les bases américaines en Asie centrale devraient fermer. Dans ce contexte, la réhabilitation de la base aérienne de Farkhor, au Tadjikistan par des personnels de l'armée de terre et de l'armée de l'air indiennes n'en prend que plus de relief en démontrant la volonté de l'Inde d'assurer une certaine présence militaire, au moins temporaire et marginale, en Asie centrale, ce qui a suscité quelques émois à Islamabad.

L'Inde reste floue sur l'emploi des armes nucléaires, admettant qu'elle n'en fera pas usage en premier, ce qui peut se comprendre face au Pakistan mais moins face à la Chine. Elle modernise ses concepts d'emploi des forces terrestres, aériennes et maritimes. Elle met sur pied des groupements tactiques destinés à agir vite dans la profondeur du champ de bataille, avec un appui aérien. Leur action viserait à détruire des forces adverses bien localisées et non pas à occuper un territoire. L'Inde a acquis, par ailleurs, une certaine capacité de projection de forces grâce à son aviation qui possède des bombardiers à long rayon d'action et des avions de ravitaillement en vol et grâce à sa marine avec le porte-avions. Des avions de détection lointaine sont également prévus. De plus, le port

iranien de Chabahar pourrait être mis à la disposition de ses navires de guerre en cas de nécessité, selon un accord qui aurait été signé entre les deux pays mais qui n'a pas été confirmé. L'Inde sera donc en mesure d'intervenir militairement en Océan Indien et même sur les franges de l'Océan Pacifique, notamment en Asie du Sud-Est.

Des exercices communs impliquant des unités des trois armées se déroulent, selon une fréquence de plus en plus grande, sur le territoire indien et à l'étranger, avec des Américains, des Britanniques, des Français, des Russes, des Sud-Africains et des Iraniens. D'autres sont planifiés avec Singapour, la Mongolie et l'Ouzbékistan. Les forces spéciales sont parfois parties prenantes de ces exercices.

Sur le plan militaire, l'Inde élargit donc sa vision. Elle pourrait, ce faisant, épuiser financièrement le Pakistan dans une course aux armements, à l'instar de celle qu'avaient conduite avec succès les Etats-Unis à l'égard de l'Union Soviétique. Elle ne serait pas mécontente d'aboutir à ce résultat tout en poursuivant son but principal d'acquérir une capacité militaire significative dont une partie pourrait être projetée au-delà même de l'Asie du Sud.

En conclusion

L'Inde dispose donc de certains attributs de la puissance, une population importante, jeune, dynamique et partiellement bien instruite, une richesse agricole et minière, une technologie développée dans certains secteurs, y compris ceux du nucléaire et de l'espace,

T-54 indien à la frontière sud du Cachemire, 1971. Afin d'identifier les chars «amis» des T-54/55 pakistanais, les chars indiens ont reçu une boîte au milieu du canon de 100 mm imitant les extracteurs de fumée des canons britanniques.



une capacité de s'ouvrir sur le monde, qui se traduit par des échanges commerciaux en augmentation et, pour assurer sa sécurité, des forces militaires nombreuses, dotées de l'arme nucléaire et des unités paramilitaires significatives.

Mais des faiblesses structurelles subsistent. Sa dépendance énergétique demeure. L'Inde devra importer du pétrole et du gaz en quantité de plus en plus grande. La compétition mondiale sera vive et les coûts, sans doute en constante augmentation, pèseront lourd dans sa balance commerciale. Son accroissement démographique devra être maîtrisé, sinon le déséquilibre entre ressources et besoins ne sera plus assuré et la dégradation de l'environnement se poursuivra. La santé de la population est mise en péril par une pollution qui s'accroît. L'eau constituera un problème majeur que l'Inde cherche à résoudre sur les plans qualitatif et quantitatif. En ce qui concerne la qualité, elle s'efforce de réduire les pollutions des cours d'eau et des nappes phréatiques, dues aux engrangements utilisés par l'agriculture et aux déchets industriels, dues aussi à l'insuffisance d'usines de traitement des eaux usées des grandes agglomérations. En ce qui concerne la quantité, elle vise à réduire les pertes, énormes, des réseaux de distribution et à assurer une meilleure répartition en connectant les principaux cours d'eau du pays mais la fonte des glaciers himalayens qui alimentent les grands fleuves constitue une préoccupation majeure. La faiblesse des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires continue d'être pénalisante. L'Inde devra enfin trouver des solutions pour mettre fin aux insurrections qui la déchirent et l'affaiblissent, au Cachemire où des musulmans extrémistes revendiquent le rattachement au Pakistan ou l'indépendance, dans les Etats du Nord-Est en proie à des militants indépendantistes ou autonomistes et dans les provinces du centre-est où la rébellion maoïste s'étend. Ces défis qui s'étendent à l'ensemble du territoire sont considérables.

INS *Viraat* lors de l'exercice international MALABAR 07



Sur le classement des indices de développement humain, établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Inde reste encore mal placée : au 127^{ème} rang sur 174 pays, le Pakistan se trouvant à la 142^{ème} place. Dans le classement des pays corrompus, elle occupe la 88^{ème} place sur 159, le Pakistan étant encore plus mal placé². De plus, la corruption sévit. Sur l'index établi par *Transparency International*, l'Inde se classe à la 88^{ème} place, sur 163. Elle fait moins bien en Asie du Sud que le Sri Lanka, classé 78^e mais mieux que le Népal, situé à la 117^e place, le Pakistan, 144^e place et le Bangladesh, 158^e place. Ces classements peu enviables nuisent aux investissements intérieurs et encore plus aux investissements extérieurs. L'Inde fait des efforts pour remédier à ces déficiences. Ainsi, après avoir signé et ratifié la Convention des Nations Unies contre la Corruption de 2005, elle a fait voter une loi sur le droit à l'information, un outil capital dans la lutte contre ce fléau et qui déjà s'avère efficace. A la fin de 2006, aucune loi semblable n'avait été votée dans les autres pays d'Asie du Sud.

Un long chemin reste donc à parcourir pour que l'Inde rejoigne les grands mais elle en a l'ambition et s'en donne les moyens. Elle devrait se hisser à la troisième place des puissances économiques mondiales en 2020, loin derrière les Etats-Unis et la Chine mais le revenu par habitant restera faible. Elle veut que le monde reconnaisse son importance. Une admission comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU reste un objectif majeur de sa diplomatie. Quoiqu'il arrive, l'Inde comptera de plus en plus dans le monde, surtout si elle trouve un terrain d'entente avec la Chine.

A.L.

² Chiffres donnés dans l'article «How India has forged ahead», Kunwar Idris, Dawn, Karachi, 18 septembre 2005 et dans l'éditorial du *Hindu*, Chennai, 24 octobre 2005.